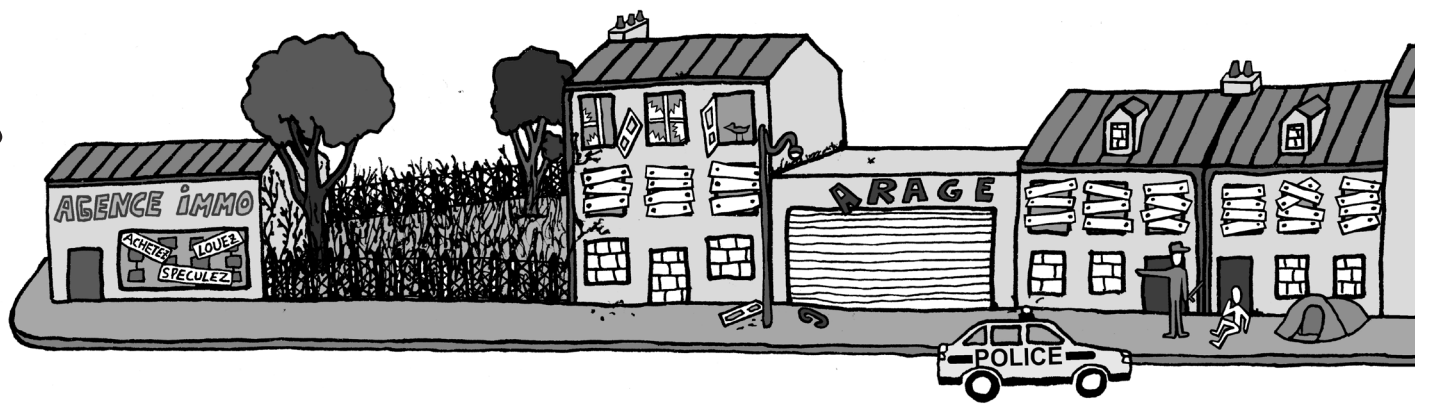


Des problèmes de logement à Montreuil ?!



Bah oui ! Ici c'est une galère de se loger quand on n'a pas les bons papiers, les bons garants, la bonne fiche de paie ou des problèmes avec la CAF. Une galère pour celles et ceux qui ne veulent pas, ne peuvent pas se plier à toutes les conditions que demandent les propriétaires, attendre des années pour un logement social, serrer les dents à chaque réforme des APL.

En juillet 2016, plusieurs familles de Roms sont expulsées de leurs logements à la Boissière par la mairie et se retrouvent à la rue ; les Baras, collectif de sans-papiers, après plusieurs ouvertures et expulsions sont contraints de quitter Montreuil ; en décembre 2017, une trentaine de femmes déjà expulsées deux mois plus tôt par la mairie, se fait virer d'un bâtiment rue Ernest Savart ; le foyer Bara se fait détruire à petit feu, régulièrement de nouvelles habitations sont murées ; en 2017, de nombreuses autres personnes sont expulsées de leur logement.

Ça se passe à Montreuil, mais ça pourrait être ailleurs, dans le « Grand Paris » à venir ou dans n'importe quelle ville concernée, notamment par la restructuration urbaine et la gentrification.

Ici et ailleurs, l'État, la mairie, les spéculateurs et les flics, avec la collaboration de quelques citoyens-vigilants, font la chasse aux plus pauvres en augmentant le coût de la vie, en laissant se détériorer leurs conditions d'existence pour les pousser au départ, quand ce n'est pas simplement en les expulsant.

Alors que des logements sont vides et des gens à la rue, ils sont à l'affût de toute occupation d'une maison ou d'un bout de trottoir, usant de toutes les « armes » en leur possession, arrestations, contrôles, coups et pressions.

Ils ont la loi pour eux et quand ce n'est pas le cas, ils la modèlent à leur guise.

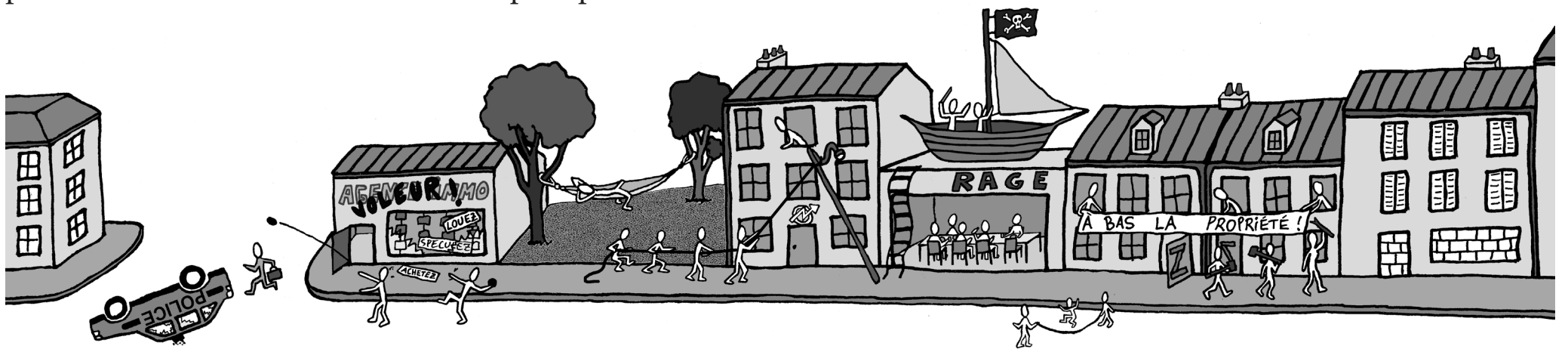
La justice, trouve par exemple des moyens de pénaliser le squat, en inculquant les personnes de dégradations ou de vol. Une personne est en prison à Fresnes depuis octobre 2017, accusée de vol lors d'une tentative d'ouverture de squat à Arcueil, et en novembre trois personnes ont passé une semaine en prison avant d'être relaxées pour une supposée tentative de vol dans un logement vide à Montreuil.

Par sa politique du logement, couplée à diverses mesures sécuritaires, l'État trie, gère et met la pression sur les plus précaires, traçant des chemins entre le centre d'hébergement d'urgence et le centre de rétention, la cité HLM et la prison, pour qu'au final tout le monde marche au pas.

Refuser de se soumettre à ces logiques, c'est pouvoir profiter parfois d'un logement plus décent, c'est tenter d'échapper au contrôle de nos vies (travail, papiers...), c'est expérimenter des situations de solidarité, d'entraide, de débrouille, c'est pouvoir remettre en cause concrètement la propriété.

Tant que ce monde s'appuiera sur la propriété, tant qu'il y aura des gens à la rue, tant qu'il y aura des prisons, nous continuerons à occuper des maisons et à prendre la rue !

**Occupons les maisons,
détruisons les prisons !**



Manifestation
vendredi 16 février 2018, 19 h
entrée de la rue piétonne,
Croix de Chavaux, Montreuil